Fapt la cgt
pour le droit à la communication

Flashinfo

Lien d'information mensuel de l'Union Fédérale des Retraités et retraitables

N 10 Octobre 2014

SANS CESSE POURSUIVRE L'ACTION !

Le 30 septembre 2014 aura été une nouvelle et grande journée d'actions des retraités. Ils ont battu le pavé dans plus de cent villes à plus de 30 000 voix. A l'évidence il en faudra d'autres et plus massives encore pour se faire entendre par le gouvernement qui n'a de cesse de faire faire des pas de géants à la politique de ses prédécesseurs.

La décision d'abandon sine die de l'écotaxe illustre parfaitement le cycle vicieux dans lequel il se fourvoie tout aux intérêts du patronat.

Vilenpendant aussi bien que la droite les grévistes cheminots, et récemment les pilotes d'Air France, la seule menace de blocage des patrons routiers (les mêmes qu'il n'avait pas vu saccager les portiques) aura suffi pour le faire renoncer à faire payer les pollueurs.

Cette condescendance à l'égard du capital devient irrespirable ; elle prend l'allure d'un génocide social historique quand on entend le 1er Ministre parler de réformer à tout crin, abusant de la réforme comme autant d'occasions de creuser la tombe des acquis sociaux, socle de la solidarité nationale.

Il ne faut pas se résoudre à cette haute trahison de ceux qui avaient clamé haut et fort le changement maintenant.

Notre Sécu, pour laquelle nous avons manifesté le 16 octobre, nos pensions, nos salaires, nos conditions de vie, notre quotidien ont besoin d'actions résolues pour que des solutions alternatives qui, s'attaquant au capital, son coût, ses profits, permettent une autre redistribution des richesses. Cette chasse-là serait de salubrité publique quand on voit les milliards d'euros dispensés au MEDEF, sans contrôle, contre l'emploi, sans contrepartie car là sont les vrais et grands fraudeurs.

Rien ne nous fera renoncer et votre adhésion à la CGT y aidera fortement.

Conférence de presse du Président de la République

Ce fut une semaine de communication…mais toujours pas de réponse aux attentes des salariés actifs et retraités. Le Président a tenté de justifier sa politique sans tenir compte de la réalité du vécu de la majorité de la population. Il a fait semblant de sermonner le patronat, mais sans remettre en cause la large aide publique qui lui est accordée sans conditions. Par contre il a confirmé le recul des droits des salariés, et n'a proposé aucune mesure pour améliorer le pouvoir d'achat et la protection sociale.

Climat : un sommet sans ambition de changement

Le secrétaire général de l'ONU avait invité les chefs d'Etat et de gouvernements à un sommet le 23 septembre 2014. Sa volonté de créer une dynamique s'est heurtée-malgré les bonnes intentions de gouvernements-aux revendications patronales. La CGT, pour sa part, travaille avec des ONG et d'autres syndicats à une plateforme revendicative pour aboutir à un accord au plus près des aspirations des travailleurs et de leurs familles dans le monde entier.

EGALITE FEMMES-HOMMES : la CGT exige une nouvelle feuille de route

Lors du Conseil Supérieur de l'Egalité Professionnelle, la CGT a fait part de son inquiétude quant à la disparition du Ministère de plein temps dédié aux droits des femmes. L'écart salarial est toujours de 27% entre les femmes et les hommes. Les pouvoirs publics doivent prendre des mesures sur : les classifications et la revalorisation des emplois à prédominance féminine, le conditionnement des aides publiques à la suppression des écarts salariaux, évaluer les dispositions des temps partiels, renforcer la prévention sur les lieux de travail et la protection des victimes des violences sexistes et sexuelles, instaurer une action collective en droit du travail , annuler les restrictions du budget de la CNAF concernant les places en crèche et la prise en charge de la perte d'autonomie.

Medef : toujours plus pour exploiter !

Il n'y en aura jamais assez pour les patrons. Le Medef en veut toujours plus pour exploiter les salariés. Il vient de revendiquer la suppression de la durée légale du travail, la fin du CDI, le recul de l'âge de la retraite, des salariés soumis à l'arbitraire patronal avec la fin des garanties pour tous et l'absence de voie de recours, la remise en cause du SMIC. Comme l'a déclaré Thierry Lepaon « Les préconisations moyenâgeuses du MEDEF, c'est une aggravation assurée du mal travail et du manque d'efficacité des entreprises ». Cette logique doit être combattue.

Transition énergétique

Les fédérations CGT, FO et CGC ont manifesté leurs inquiétudes au vu des premiers amendements qui ne sont pas à la hauteur des enjeux et renforcent le caractère dogmatique et partisan de la loi. Elles regrettent que la loi ait évacué la question des transports.

CICE : un effet d'aubaine pour les employeurs sans création d'emploi

Comme le confirme une enquête INSEE, citée par le rapport du comité de suivi du CICE, au moins un tiers des entreprises ont profité de ce dispositif pour améliorer leurs marges et très peu à l'investissement et ses effets sur l'emploi sont quasi inexistants.

Convention assurance chômage 2014

Au 1er octobre entre en vigueur la deuxième vague de mesures de la convention assurance chômage du 14 mai 2014. Elle va entraîner des baisses de droit immédiates en moyenne de 3 jours chaque mois. L'insuffisance de formation des personnels de pôle emploi ne manquera pas d'entrainer une vague d'erreurs de calculs et donc d'indus. La

Cgt continue de demander des droits réellement nouveaux. Elle a assigné les signataires de l'accord du 22 mars, dont est issue la convention. Le délibéré sera rendu le 18 novembre 2014.

Budget 2015 : Pour les patrons et Bruxelles

Un nouveau budget d'austérité avec de graves conséquences pour les collectivités et la Sécurité Sociale, donc pour tous les citoyens, salariés actifs et retraités..

Par ailleurs, les entreprises continuent de bénéficier des nouvelles baisses de cotisations sociales, d'allégements et de suppression d'une dizaine de taxes. Même Le Figaro relève que « les entreprises seront à nouveau les grandes gagnantes » !

La Cgt réaffirme la nécessité d'une véritable révision des politiques publiques. La suppression des aides inutiles est indispensable pour dégager des marges pour développer les services publics de qualité et reconquérir la Sécurité sociale.

Une véritable réforme fiscale est à mettre en place pour à la fois lutter contre l'injustice sociale et améliorer l'emploi et l'investissement productif.

Retraite : L'apprentissage enfin pris en compte pour la retraite

Depuis plusieurs années, la CGT, avec des organisations de jeunesse, agit pour la prise en compte des périodes d'apprentissage, de stage, d'étude et de recherche d'emploi au titre de la retraite. Un décret concernant la prise en compte des périodes d'apprentissage vient enfin d'être proposé par le gouvernement. La CGT se félicite du vote favorable unanime au Conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

Syndicalisation

Notre situation en FNI 2013 appelle toujours que nous nous donnions les moyens de parvenir au minimum au même nombre que 2012 (12106). 2014 avec 11412 FNI appelle à ce que nous ne lâchions rien de nos efforts d'organisation et de miser aussi sur la syndicalisation par des adhésions.

Les administrateurs CGT de la CNAF voteront contre le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) 2015.

Parce que les mesures annoncées - Réforme du congé parental, prime à la naissance diminuée à partir du 2ème enfant, réduction des aides pour l'accueil de l'enfant, majoration des allocations familiales retardée, prestation pour l'accueil du jeune enfant rognée…- visent à réduire les dépenses, c'est « une nouvelle amputation de 700 à 800 millions d'euros sur la branche famille ».

Elles sont « une conséquence directe des 30 milliards d'exonérations de cotisations familiales consenties aux employeurs ».

Incendie de la MSA et du centre des Finances de Morlaix

Comprenant la colère du monde agricole les militants CGT interrogent : *"La solution est-elle de détruire des locaux de services publics?"* Ils rappellent aussi que *"la MSA est utilisée par tous les gouvernements, comme amortisseur social en exonérant du paiement des cotisations les agriculteurs victimes des crises agricole alors que la FNSEA soutient la politique agricole commune européenne, qui est la véritable cause des problèmes des revenus des petits exploitants agricole, car elle favorise à grands coups de subvention les plus riches d'entre eux"*

Hausse du prix du gazole :

Le contribuable palie une nouvelle fois les reculades de l'Etat qui n'imposera pas la Taxe Carbonne aux transporteurs aussi exonérés de cette hausse du gazole. Cette augmentation rapportera 800 Millions d'euros. La CGT revendique l'instauration d'une tarification sociale et environnementale obligatoire dans le transport routier, afin de sortir de la sous-tarification chronique du transport

Victoires des salariés de la Madeleine à Paris

Après 8 jours de grève les salariés de la Madeleine arrachent un accord historique avec des augmentations comprises entre 500 et 580 euros par mois soit une augmentation du taux horaire de 2 euros, l'instauration d'une prime de fin d'année équivalente à un treizième mois sur deux ans, la participation de l'employeur à la mutuelle santé à 60%, une diminution de la cadence et enfin la suppression de la clause mobilité

Fonction publique des Comores.

La CGT soutient la Confédération des Travailleurs des Comores qui a appelé les 30 septembre et 1er octobre les salariés de la fonction publique à un arrêt de travail. Cela fait trois mois que ces agents attendent leur salaire ! La CGT appelle le gouvernement des Comores au respect de la convention 95 de l'organisation internationale du travail, ratifiée en 1978 qui prévoit que « le salaire soit versé à intervalles réguliers ».

La CGT soutient la Confédération des syndicats de Hong Kong

La CGT salue la mobilisation de HKCTU et soutient ses revendications pour :

- Le respect des engagements d'organisation démocratique des élections ;
- La mise en œuvre effective du suffrage universel promis pour la tenue d'élections justes ;
- La paix et la justice pour les travailleurs et la population de Hong Kong.

La CGT exprime sa solidarité avec le mouvement syndical de Hong Kong et soutient leur revendication pour la démocratie et la justice sociale.

Vie nouvelle
m'informe
donc je m'abonne
6 numéros par an
au prix de 14,60€